

**Etude sur les connaissances, les perceptions et
les comportements des populations de Martinique
et de Guadeloupe vis-à-vis de la chlordécone**

RESUME

Introduction

Le plan d'action chlordécone 2008-2010 en Martinique et en Guadeloupe a été adopté par le gouvernement afin de renforcer les actions et mesures concernant cette contamination. Ce plan comprend quatre volets : renforcer la connaissance des milieux ; diminuer l'exposition et mieux connaître les effets sur la santé ; assurer une alimentation saine et gérer les milieux contaminés ; améliorer la communication et piloter le plan. Ce dernier volet comprend l'information des différents publics sur l'état des connaissances, les risques encourus et les précautions à prendre. Afin d'aider à définir les stratégies de communication, l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (Inpes) a été chargé de mettre en place une étude visant à mesurer les connaissances, les perceptions et les comportements de la population antillaise sur la chlordécone.

Méthode

Une étude quantitative a été conduite par téléphone du 13 octobre au 26 novembre 2008 en Martinique et en Guadeloupe auprès de deux échantillons indépendants de la population âgée de 18 à 75 ans. Ces échantillons, de 1000 personnes chacun, ont été construits selon la méthode des quotas (par sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle du chef de famille, ligne téléphonique rouge / blanche, commune de résidence principale) de manière à être représentatifs de la population de Martinique et de Guadeloupe.

Résultats

Pratiques alimentaires

La quasi-totalité des Antillais (93,8 % des Martiniquais ; 92,8 % des Guadeloupéens) s'approvisionnent en fruits, légumes et légumes racines via au moins un circuit court (achat en direct auprès des producteurs, achat dans les étals au bord des routes, dons de l'entourage, production personnelle dans jardin potager). Les deux tiers des interviewés affirment avoir confiance dans la qualité des fruits, légumes et légumes racines qu'ils consomment (68,0 % en Martinique, 64,1 % en Guadeloupe).

Connaissances sur la chlordécone

Plus de 8 Antillais sur 10 ont entendu parler de la chlordécone, ou à défaut du nom sous lequel cette substance était commercialisée, à savoir le Curlone ou le Képone (85,1 % en Martinique, 85,0 % en

Guadeloupe). Interrogés sur ce qu'est la chlordécone, 46,4 % des Martiniquais et 39,7 % des Guadeloupéens ayant entendu parler de ce produit citent spontanément que la chlordécone est un pesticide ($p < 0,01$). La nocivité de la chlordécone ne fait aucun doute dans l'esprit de la population : ils sont ainsi 91,7 % en Martinique et 91,4 % en Guadeloupe à penser que la chlordécone présente un danger pour la santé.

Perceptions du risque

Sur les six problématiques proposées (Sida, accidents de la route, maladies liées aux habitudes alimentaires, chlordécone, dengue, cyclones et tempêtes tropicales), la chlordécone se situe en 4^{ème} position devant la dengue et les cyclones et les tempêtes tropicales en Martinique, et en 5^{ème} position en Guadeloupe. Près des deux tiers de la population pense que la chlordécone présente un risque « très » important pour la population (64,5 % en Martinique, 61,1 % en Guadeloupe). Parmi les personnes qui ont entendu parler de la chlordécone, près de 9 sur 10 pensent que l'utilisation de ce produit a des effets « très » ou « plutôt » important sur la santé, l'environnement et l'économie locale à la fois en Martinique et en Guadeloupe. La population antillaise se sent personnellement concernée par la problématique de la chlordécone : respectivement 77,6 % des Martiniquais et 77,2 % des Guadeloupéens ayant entendu parler de la chlordécone estiment qu'elle peut avoir des effets sur leur propre santé.

Comportements

Environ 4 personnes sur 10 (39,3 % en Martinique, 40,2 % en Guadeloupe) affirment avoir changé certaines de leurs habitudes depuis qu'elles ont entendu parler de chlordécone. La précaution la plus souvent déclarée consiste à limiter la consommation de certains produits considérés comme plus contaminés tels que les légumes racines (respectivement 72,4 % des Martiniquais et 73,4 % des Guadeloupéens qui déclarent avoir modifié certains comportements).

Perception de la gestion du dossier chlordécone

La moitié des Antillais (54,5 % en Martinique, 48,6 % en Guadeloupe ; $p < 0,05$) qui ont entendu parler de chlordécone se dit « tout à fait » ou « plutôt » satisfaite de l'information reçue sur la chlordécone. La population se montre globalement critique vis-à-vis de l'action de l'Etat et des élus : environ un quart des interviewés se dit « tout à fait » ou « plutôt » satisfait de l'action conduite par l'Etat (27,0 % en Martinique, 20,2 % en Guadeloupe ; $p < 0,01$) et par les élus (28,4 % en Martinique, 21,2 % en Guadeloupe ; $p < 0,01$). En outre, 8 sur 10 sont d'avis que les instances publiques leur cachent des choses sur la chlordécone (79,2 % en Martinique, 79,0 % en Guadeloupe). 6 personnes sur 10 affirment ne avoir confiance dans les études scientifiques (60,0 % en Martinique, 55,7 % en Guadeloupe) ; une personne sur 10 ne se prononce pas. A peine plus du tiers des personnes interrogées pensent que les pouvoirs publics ont conduit des actions par rapport à la chlordécone

(38,9 % en Martinique et 34,3 % en Guadeloupe) et une personne sur 10 ne sait pas si des mesures ont été mises en œuvre (10,8 % en Martinique, 12,3 % en Guadeloupe).

Discussion

La chlordécone bénéficie d'une grande notoriété aussi bien en Martinique qu'en Guadeloupe. La quasi-totalité des Antillais en a en effet entendu parler, et presque tous sont en mesure de donner des éléments de définition. Pour autant, les connaissances restent dans l'ensemble peu précises, même chez les personnes qui se sentent bien informées sur la chlordécone. Dans l'esprit de la population, les conséquences de l'utilisation de la chlordécone impactent à la fois l'environnement, l'économie locale et la santé de la population. Les Antillais sont convaincus de l'existence d'un risque pour leur santé. La population antillaise porte un jugement très critique sur la manière dont les instances publiques ont géré le dossier chlordécone. Ils expriment en très grande majorité leur insatisfaction (selon les cas, entre 33 % et 45 % de « *pas du tout* » satisfaits et entre 25 % et 29 % de « *plutôt pas* » satisfaits) quant à l'action de l'Etat et des élus. La position de la population vis-à-vis de l'Etat dépend du niveau d'information : d'une part, les personnes qui se sentent bien informées sur la chlordécone sont plus nombreuses à avoir connaissance de la mise en place d'actions par l'Etat que les autres ; d'autre part, ces mêmes personnes se déclarent plus souvent satisfaites de l'action de l'Etat que les autres. La tendance est la même en ce qui concerne la satisfaction vis-à-vis de l'action des médias et des élus, qui est significativement liée au sentiment d'être bien informé sur la chlordécone.

En conclusion, cette étude met en évidence un réel besoin en termes d'information de la population antillaise. Les Antillais expriment en large majorité le sentiment d'un manque de transparence des pouvoirs publics, alors que les scientifiques semblent bénéficier d'une plus forte crédibilité puisque les deux tiers des Antillais accordent leur confiance à leurs travaux. Ceux-ci pourraient à ce titre être les relais d'une information sur l'état des connaissances actuelles et les actions conduites dans le cadre du plan d'action chlordécone.